



Loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques
publiques et son règlement d'exécution du 4
juillet 2010

VADEMECUM

La loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques a pour objet de créer un **cadre légal** pour le développement des bibliothèques publiques réparties sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ceci afin de permettre une meilleure diffusion de la société de la connaissance dans toutes les couches de la population, d'assurer aux résidents l'égalité d'accès à cette société de la connaissance et à la culture, d'aider les bibliothèques publiques à faire face aux défis de la révolution numérique, en particulier en favorisant les synergies entre bibliothèques et en encourageant leur professionnalisation.

Le cadre légal institué par la loi et son règlement d'exécution se traduit par un certain nombre de conditions auxquelles les bibliothèques publiques doivent répondre pour obtenir l'agrément en tant que « bibliothèque publique » et ainsi bénéficier d'une **aide financière de l'Etat**.

Pour les bibliothèques qui ne remplissent pas encore toutes les conditions pour obtenir l'agrément, une **période transitoire de trois ans** à partir de l'entrée en vigueur de la loi est prévue.



Table des matières

- 1)** Qui peut obtenir l'agrément en tant que bibliothèque publique et sous quelles conditions ?.....p. 3.
- 2)** Comment obtenir l'agrément ?.....p.5.
- 3)** En quoi consiste l'aide financière de l'Etatp.5.
- 4)** Comment obtenir les aides financières de l'Etat ?.....p.6.
- 5)** Quelles sont les mesures transitoires prévues par la loi pour les bibliothèques qui ne remplissent pas encore toutes les conditions pour obtenir l'agrément ?.....p.7.

1) Qui peut obtenir l'agrément en tant que bibliothèque publique et sous quelles conditions ?

L'agrément peut être conféré individuellement à **toute bibliothèque** qui est gérée par une ou plusieurs communes, par un syndicat de communes ou par toute autre personne morale de droit public ou privé et qui remplit l'ensemble des conditions énoncées ci-dessous; à savoir une bibliothèque...

- 1** qui contribue à la réalisation de l'objet de la loi ;
- 2** dont les services sont accessibles à tous, sans distinction d'âge, de race, de sexe, de religion, de nationalité ou de statut social ;
- 3** qui offre gratuitement à ses usagers la consultation des collections sur place, le prêt d'ouvrages aux usagers, l'accès à l'internet et au catalogue collectif en ligne du réseau national des bibliothèques luxembourgeoises, un service d'information et d'aide à la recherche documentaire, un système de renseignements interactif, des activités de promotion de la lecture et des savoirs ainsi que des activités de formation aux compétences de recherche documentaire avec les outils technologiques modernes, en coopération avec des acteurs culturels, sociaux et éducatifs⁽¹⁾ ;
- 4** qui offre à ses usagers des horaires d'ouverture à raison de douze heures par semaine au moins, parmi lesquelles doivent se trouver au moins deux des trois plages d'heures d'ouverture suivantes:
 - une heure entre midi et 14 heures à un jour ouvrable de la semaine
 - jusqu'à dix-neuf heures à un jour ouvrable de la semaine
 - au moins deux heures le samedi
- 5** qui met à la disposition de ses usagers :
 - ✓ outre une offre riche en lecture de loisirs, offre déjà garantie par toutes les bibliothèques actuelles, une collection justifiant d'un caractère d'actualité incluant :
 - des ouvrages de référence, des périodiques ;

⁽¹⁾ La gratuité de l'ensemble de ces services ne signifie pas que l'émission de cartes de lecteur contre une participation minimale aux frais ne sera désormais plus tolérée. A noter que les frais liés à la confection des cartes de lecteur nominatives tombent dans les frais de fonctionnement pris en charge, dans certaines limites, par l'Etat (cf. infra page 6).

- une offre équilibrée d'ouvrages au moins dans les trois langues officielles du pays; des méthodes audiovisuelles et autres d'apprentissage de ces langues; une riche documentation notamment sur l'histoire, la société, la culture, la littérature, l'économie et les institutions du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que sur l'histoire de la construction et le fonctionnement de l'Union européenne, dont l'accès aux bases de données en ligne du Centre virtuel de la connaissance de l'Europe (<http://www.cvce.lu>);
 - les publications locales éditées dans la commune ou dans les communes desservies⁽²⁾ par la bibliothèque publique;
- ✓ un fonds documentaire de titres⁽³⁾ sur support matériel proportionnel au nombre d'habitants desservis⁽⁴⁾, à raison d'au moins un titre par habitant jusqu'à 15.000 habitants et avec un minimum de 3.500 titres, et complété annuellement par des acquisitions de titres récents à raison de 3 % du fonds;
- ✓ des publications imprimées, des publications numériques, des documents et œuvres audiovisuels ;
- ✓ au moins deux ordinateurs avec connexion à l'internet lorsqu'elle dessert entre 1 et 3.000 habitants ainsi qu'un ordinateur supplémentaire avec connexion à l'internet par tranche entamée supplémentaire de 3.000 habitants de la ou des communes desservies, la bibliothèque étant libre de décider du nombre d'ordinateurs avec connexion à l'internet à installer en plus au-delà de 9.000 habitants desservis.

6 qui est membre du réseau national des bibliothèques luxembourgeoises coordonné par la Bibliothèque nationale et intègre ses notices bibliographiques et autres métadonnées dans le catalogue collectif national de ces bibliothèques

7 qui est dotée d'un règlement d'ordre intérieur qui définit les droits et les devoirs des usagers

8 dont le personnel comprend au moins un agent employé à mi-temps faisant valoir une formation de type post-secondaire et/ou une expérience professionnelle appropriée, lorsqu'elle dessert plus de 10.000 habitants.

⁽²⁾ La commune desservie = la commune dans laquelle la bibliothèque publique est établie et/ou la commune qui gère, ensemble avec une ou plusieurs autres communes, une bibliothèque publique bien que cette dernière ne soit pas établie sur son territoire et/ou, en cas de « bibliothèque publique unique à vocation régionale », la commune dans laquelle une entité composant la bibliothèque publique à vocation régionale est établie.

⁽³⁾ Par « titre », il y a lieu d'entendre tous supports matériels tels que des livres, des magazines, des publications locales éditées dans la commune ou les communes desservies mais aussi des DVD et CD.

⁽⁴⁾ Les habitants desservis=les habitants de la ou des communes telles que décrites à la note de bas de page 2.

L'agrément peut aussi être conféré à un **regroupement de bibliothèques** (communales, associatives, thématiques de droit privé et/ou scolaires), légalement désigné par le terme « **bibliothèque publique à vocation régionale** », à condition que :

- ✓ chaque entité composant ce regroupement remplisse **individuellement** les conditions définies aux points 1 à 3 ci-dessus ;
- ✓ toutes les entités composant ce regroupement remplissent **solidairement** les conditions définies aux articles 4 à 8 ci-dessus.

Ainsi regroupées, les entités déterminent entre elles la bibliothèque centrale, responsable du dépôt de la demande d'agrément et de la coordination du fonctionnement de la bibliothèque publique, et déterminent par voie de convention (plan de regroupement) la coopération entre elles.

2) Comment obtenir l'agrément ?

Pour l'obtention de l'agrément, une **demande écrite** doit être adressée à la Ministre de la Culture, accompagnée des **documents justificatifs** permettant de vérifier si la bibliothèque publique (soit une bibliothèque individuellement, soit un regroupement de plusieurs bibliothèques en une bibliothèque publique à vocation régionale) remplit les conditions précitées.

Un **formulaire d'agrément**, reprenant les différents critères qu'une bibliothèque doit réunir et que la bibliothèque publique devra remplir et joindre à sa demande peut être téléchargé sur le site internet du Ministère de la Culture ([Formulaire](#)).

3) En quoi consiste l'aide financière de l'Etat ?

Les aides financières susceptibles d'être allouées sont les suivantes :

- **Participation annuelle aux « frais du personnel » et aux « autres frais de fonctionnement »** par des subventions qui ne peuvent dépasser le taux de 50% des frais de fonctionnement par bibliothèque publique, qui ne peuvent dépasser la limite de **45.000 EUR** par bibliothèque publique et qui prennent en compte d'autres subventions étatiques éventuelles (p.ex. des subventions que reçoivent déjà à l'heure actuelle les bibliothèques spécialisées ou thématiques).

Par « **autres frais de fonctionnement** » sont visées des dépenses courantes de :

- frais de bureaux ;
 - frais d'entretien des locaux ;
 - frais de promotion ;
 - frais liés à des manifestations culturelles dont notamment les conférences, les lectures d'auteur et les activités pédagogiques ;
 - frais de formation ;
 - frais liés à la confection des cartes de lecteur nominatives;
 - frais liés au paiement de la rémunération équitable pour prêt public telle qu'elle est prévue au règlement grand-ducal du 8 janvier 2007 relatif à la rémunération équitable pour prêt public ;
 - frais liés à l'acquisition d'outils informatiques et de communication modernes (p.ex. pour le financement de sites Internet).
- **Participation annuelle aux « frais d'acquisition de nouveaux ouvrages et collections et de mobilier »** par des subventions jusqu'à hauteur de **20.000 EUR** par bibliothèque publique.
 - **Aide indirecte par le financement des « frais d'acquisition, de gestion et de développement des systèmes informatiques »** utilisés par les bibliothèques du **réseau national des bibliothèques luxembourgeoises** coordonné par la Bibliothèque nationale (bibnet.lu) dont les bibliothèques publiques agréées seront membres.
 - **Subvention unique jusqu'à hauteur de 75.000 EUR par bibliothèque publique à vocation régionale** susceptible d'être répartie sur plusieurs exercices budgétaires à titre d'encouragement pour le regroupement de bibliothèques⁵.

Les aides financières précitées sont **cumulables**. Dans le cas d'une bibliothèque composée de plusieurs entités, les aides précitées sont réceptionnées par la bibliothèque centrale et réparties entre les différentes entités.

4) Comment obtenir les aides financières de l'Etat ?

Le texte de loi prévoit que les **demandes d'aide financière** sont à adresser par écrit avant le 15 mars de l'année précédant celle où l'aide financière est attendue au ministre ayant dans ses attributions la Culture, qu'un **budget prévisionnel** (regroupant les dépenses et les recettes) pour l'année à venir est à joindre à la demande

⁵ Ce montant correspond à la valeur 685,17 de l'indice des prix à la consommation sur la base 100 au 1.1.1948 et est adapté en fonction de l'évolution de cet indice.

et que la demande de subvention d'encouragement aux bibliothèques publiques à vocation régionale doit être accompagnée du plan de regroupement précité.

Pour les aides attendues pour la première année qui suit l'entrée en vigueur de la loi, à savoir l'année 2011, les demandes précitées seront exceptionnellement acceptées jusqu'au 31 août 2010.

Une fois les aides financières obtenues, les bibliothèques publiques sont tenues de remettre, avant le 15 mars de l'année qui suit celle pour laquelle les aides ont été allouées, au Ministère de la Culture un rapport d'activités succinct avec justification de l'emploi des aides reçues, le bilan de l'année passée et les réponses au questionnaire statistique sur les bibliothèques fourni par le Ministère (toutes ces pièces requises correspondent aux pièces requises dans le cadre de toutes les conventions étatiques).

5) Quelles sont les mesures transitoires prévues par la loi pour les bibliothèques qui ne remplissent pas encore toutes les conditions pour obtenir l'agrément ?

Une **période de transition de trois ans** commence à courir à partir de l'entrée en vigueur de la loi.

Pendant la période de transition, les bibliothèques qui ne remplissent pas toutes les conditions pour obtenir l'agrément en tant que bibliothèque publique peuvent demander annuellement une aide financière au ministre ayant dans ses attributions la Culture en vue d'une mise à niveau des conditions à remplir par une bibliothèque publique.

L'aide financière octroyée ne peut en aucun cas dépasser les plafonds définis précédemment.

La bibliothèque qui souhaite bénéficier de cette aide financière soumet au ministre un programme assorti d'un calendrier et d'un budget prévisionnel et, le cas échéant, un plan de regroupement.

Au cours de la période de transition, l'Etat organise et finance des formations pour les personnels des bibliothèques qui sont candidates à l'agrément comme bibliothèque publique.

La Bibliothèque nationale aidera les bibliothèques à intégrer le réseau national des bibliothèques luxembourgeoises selon des modalités et suivant un calendrier à définir de commun accord.